



PREFECTURE DE L'OISE

Arrêté du 1^{er} février 2005 mettant en demeure
la société ECOPLASTICS INDUSTRIES sise
à Brenouille de respecter certaines
prescriptions de l'annexe à l'arrêté préfectoral
du 12 avril 1999.

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu l'ordonnance 2000.914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement, notamment son livre V, titre I^{er} et IV, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la loi n°64.1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu la loi 2000.321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret 53.578 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, reprises au livre V, titre I^{er} du code de l'environnement ;

Vu le décret 83.1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 avril 1999 réglementant l'exploitation des installations de l'établissement ECOPLASTICS INDUSTRIES à BRENOUILLE ;

Vu le rapport en date du 14 décembre 2004 de l'inspecteur des installations classées faisant suite à la visite d'inspection du 19 octobre 2004 constatant le non respect par la société ECOPLASTICS INDUSTRIES à BRENOUILLE de certaines prescriptions de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 12 avril 1999 précité.

Vu l'avis émis le 10 janvier 2005 par le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie ;

Considérant

que les installations par la société ECOPLASTICS INDUSTRIES à BRENOUILLE sont, en raison de l'utilisation et de la manipulation de déchets plastiques, susceptibles d'engendrer des nuisances et des pollutions notamment des eaux et de l'air ;

que lors de la visite d'inspection du 19 octobre 2004, les prescriptions des paragraphes III 2.4, III 4.6, III 5.1, III 5.2, III 7.1, III 7.2, III 8.1, III 8.2, IV 1.1, VII 3.1, IX 3.2 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 12 avril 1999 n'étaient pas respectées ;

que la société ECOPLASTICS INDUSTRIES doit prendre les mesures nécessaires pour assurer la mise en conformité des installations exploitées avec les dispositions réglementaires applicables des paragraphes III 2.4, III 4.6, III 5.1, III 5.2, III 7.1, III 7.2, III 8.1, III 8.2, IV 1.1, VII 3.1, IX 3.2 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 12 avril 1999 ;

qu'il convient en conséquence, conformément aux dispositions de l'article L 514.1 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société ECOPLASTICS INDUSTRIES de satisfaire à ces conditions ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La société ECOPLASTICS INDUSTRIES sise à BRENOUILLE est mise en demeure de se conformer aux prescriptions des paragraphes ci-dessous mentionnés à l'annexe de l'arrêté préfectoral du 12 avril 1999 réglementant l'exploitation des installations de l'établissement ECOPLASTICS INDUSTRIES à BRENOUILLE :

III 2.4 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 12 avril 1999
 III 4.6 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 12 avril 1999
 III 5.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 12 avril 1999
 III 5.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 12 avril 1999
 III 7.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 12 avril 1999
 III 7.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 12 avril 1999
 III 8.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 12 avril 1999
 III 8.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 12 avril 1999
 IV 1.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 12 avril 1999
 VII 3.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 12 avril 1999
 IX 3.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du 12 avril 1999

ARTICLE 2 :

La société ECOPLASTICS INDUSTRIES devra :

Dans un délai de 1 mois suivant la date de notification du présent arrêté, se conformer aux dispositions des paragraphes III 2.4, III 5.1, III 5.2, III 8.1, IV 1.1, VII 3.1, IX 3.2 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 12 avril 1999 :

➤ avoir complété les consignes d'exploitation des installations de broyage et les avoir affichées dans l'atelier, afin qu'elles spécifient notamment :

-les précautions de manipulation de chargement, déchargement présentant un danger pour le personnel ou l'environnement ;

-la liste des vérifications à effectuer avant redémarrage des installations après une suspension prolongée d'activité ;

-les opérations nécessaires à l'entretien et à une maintenance ;

-les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ;

et s'être assuré de la connaissance et du respect de ces consignes par le personnel .

➤ avoir mis en place une signalisation des emplacements des coupures générales des utilités (eaux et électricité) ;

➤ avoir réalisé la mise en conformité de l'ensemble des installations électriques ;

➤ avoir fourni à l'inspecteur des installations classées les consignes de sécurité décrivant :

-la mise en œuvre des moyens de secours ;

-les comportements à suivre en cas d'incident grave ou d'accident ;

-l'évacuation du personnel ;

-les procédures d'appel des secours extérieurs.

➤ avoir installé un dispositif totaliseur sur l'alimentation en eau issue du pompage de la nappe ;

➤ avoir organisé, par des procédures écrites, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement ;

➤ avoir formalisé, par des consignes écrites les conditions d'acceptation et d'admissions des déchets de matières plastiques sur le site.

Dans un délai de 3 mois suivant la date de notification du présent arrêté, se conformer aux dispositions des paragraphes III 4.6, III 7.1, III 7.2, III 8.2 de l'annexe de l'arrêté préfectoral du 12 avril 1999 :

- avoir installé un dispositif protégeant le réseau pluvial communal en cas de rejet d'eaux d'extinction d'incendie ou de pollution accidentelle sur les voies de circulation interne à l'établissement ;
- avoir remis en état de fonctionnement normal les installations de sprinklage ;
- avoir réaliser un bassin de réserve d'eau incendie de 200 m3 ;
- avoir mis en place un plan d'intervention en collaboration avec le centre de secours de Brenouille.

ARTICLE 3 :

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus les sanctions prévues à l'article L514-1 du code de l'environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

La société ECOPLASTICS INDUSTRIES est invitée à présenter à M. le Préfet de l'Oise les éventuelles observations écrites qu'appellerait de sa part la présente mise en demeure.

ARTICLE 4

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois.

ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Brenouille, le directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement de Picardie, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 1^{er} février 2005

pour le préfet,
le secrétaire général,



Jean-Régis BORIUS